

des Soviets librement exprimée.

En conclusion pour comprendre la signification réelle de la formule du "gouvernement ouvrier et paysan" donnée par l'expérience bolchevique de 1917 en tant que mot d'ordre de politique actuelle, il faut tenir compte des conditions suivantes :

a) La revendication des Bolcheviks adressée aux Mencheviks et aux Socialistes Révolutionnaires se plaçait dans le cadre de l'existence d'un front-unique organisé de tous les partis ouvriers, des Soviets, ayant un pouvoir effectif et une démocratie intérieure complète. Le Gouvernement s'appuierait sur les Soviets et serait contrôlé par eux. Il serait par conséquent un Gouvernement du type de la Commune dans le cadre d'une véritable république démocratique ouvrière.

b) Les Bolcheviks même dans ces conditions ne soutiendraient pas un tel Gouvernement, n'engageraient aucune responsabilité politique pour ses actes mais ils le toléreraient seulement en tant qu'émulation de la volonté de la majorité des Soviets, librement exprimée.

c) Les Bolcheviks ne limitaient nullement leur propagande pour leur programme dans les Soviets pour faire adopter par les Soviets et par conséquent par le Gouvernement des Soviets leur point de vue.

Il faut avoir constamment à l'esprit l'ensemble de ces conditions pour comprendre le véritable sens transitoire anti-capitaliste et révolutionnaire de la formule du "gouvernement ouvrier et paysan" employée entre avril et septembre 1917 par les Bolcheviks.

L'Internationale Communiste a repris dans le même sens cette formule. La résolution sur la tactique du IV^e Congrès de l'I.C. déjà mentionnée est parfaitement claire sur ce point. Après avoir souligné que cette formule en tant que mot d'ordre de politique actuelle acquiert une importance quand le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met à l'ordre du jour la question du gouvernement ouvrier, la résolution précise que ce mot d'ordre " est une conséquence inévitable de toute la tactique du Front unique". Mais quel front unique, de quelle étendue, sur quel programme ? La résolution donne à toutes ces questions une réponse claire.

Il ne s'agit pas d'un front unique temporaire, restreint, pour atteindre quelques objectifs limités, sur un programme des revendications alimentaires, du genre d'un front unique des syndicats. Il s'agit d'un plan d'action beaucoup plus vaste.

" A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate" précise la Résolution, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers, et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois, pour le renversement définitif de ce dernier."

Les communistes définissent eux-mêmes dans leur propagande ce que doit être le programme d'un tel gouvernement :

" Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations

.../...